

Le libéralisme, ce cancer antisocial¹

Dans l'antiquité, le dieu Janus aux multiples pouvoirs se singularisait notamment par le fait qu'il présentait deux visages. Elio Di Rupo, à la rue de la loi, ne se prend pas pour un dieu mais se satisfait volontiers de présenter deux faces. D'une part, celle du Premier ministre de la Belgique qui se distingue par une pratique subtile, moins ostensiblement violente que dans d'autres pays, de la « rigueur ». De l'autre, il reste président du PS et garde l'œil ouvert sur le président « faisant fonction » du parti, Thierry Giet, peu tendre avec le gouvernement... qu'il soutient néanmoins. Giet qui clame à qui veut l'entendre qu'il entend rester au poste jusqu'en 2014, année multi-électorale (scrutins fédéraux et régionaux) mais dont certains lient l'avenir dans la fonction aux résultats des prochaines communales. Ajoutez à cela, la complicité entre Di Rupo et Laurette Onkelinx, l'absence d'une ligne politique lisible et vous avez un parti puissant mais, pour dire le moins, en plein flottement. Où les caciques cherchent leurs places et où, dit-on, intrigues et coups bas ne sont pas rares.

Un embrouillamini qui excède de plus en plus visiblement d'importants cadres du PS, tiraillé entre plusieurs tendances. Ceux qui approuvent la politique du Premier et de ses pairs « arc en ciel », dont les choix sont dictés par les traités européens, ceux qui regardent ailleurs et ceux qui disent « trop, c'est trop ». Ainsi, le bouillant Yvan Mayeur, député PS et président du CPAS de Bruxelles-Ville, a piqué une gueulante dans *Le Vif/L'Express* : « Ce que l'Etat pense gagner par la dégressivité des allocations de chômage, sera compensé par le coût lié à l'engagement de contrôleurs. Absurde! » Et il annonçait avoir « mis des limites » à sa loyauté envers le gouvernement fédéral multicolore : « Toucher à l'index serait franchir la limite de l'acceptable. Maintenir l'index, sauver la Sécu, garder une politique de santé publique, c'est mener une vraie politique de gauche. Vouloir faire mal aux gens, ce sont des mesures de droite². » Dénonciation verbale, crainte de la sanction de l'électeur lors des communales du 14 octobre mais discipline de parti. Pas de quoi effaroucher M. Di Rupo. De son côté, Mme Milquet, ministre de l'Intérieur, joue la carte sécuritaire en réclamant un renforcement de la police. Elle tirera la liste bruxelloise d'un CDH en pleine crise existentielle, à la ramasse dans les sondages...Et la droite jubile, espérant renforcer son implantation dans quelques semaines.

Il est vrai que le règlement du fameux dossier BHV³, après 50 ans de litiges, voté par la Chambre le 13 juillet, a défait un front francophone de circonstance, même s'il restera – et ce n'est pas rien – à régler le transfert de compétences du fédéral aux entités fédérées, et à réviser la loi de financement de l'Etat fédéral, des Régions et des Communautés avant la fin de la législature, mi-2014.

Une période propice aux mobilisations et polémiques en cette rentrée politique après un été calme. Fin août, CDH et PS ont, comme l'a écrit *La Libre Belgique*, « réunis leur troupes, militants et candidats aux élections communales pour une séance de (re)motivation (...) Il faudra que le message du PS soit clair et, surtout, que l'image du PS ne colle pas trop avec celle du gouvernement (...) Ce sera donc la tâche des leaders socialistes : réaffirmer les valeurs de gauche, celles du PS, tout en assumant les choix douloureux qu'impose le gouvernement bigarré⁴. » Eclairant...

L'inconnue Wesphael

Outre les protestations syndicales, côté polémique, des choses bougent. Démissionnaire d'Ecolo en mars 2012, le Liégeois Bernard Wesphael, se disant inspiré par le Français Jean-Luc Mélenchon et son Parti de Gauche, électoralement allié au PCF, a lancé en avril son « Mouvement de Gauche ». « Nous ne sommes pas à gauche

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – août 2012.

² Yvan Mayeur : « Ma loyauté à Di Rupo 1^{er} a des limites ». *Le Vif/L'Express*, vendredi 24 août 2012.

³ Outre la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, le Parlement a aussi voté la première phase de la nomination des bourgmestres de la périphérie bruxelloise, la compétence de l'assemblée générale du Conseil d'Etat, le refinancement de Bruxelles, la Communauté métropolitaine, l'autonomie constitutive (un pouvoir d'auto-organisation dans des matières précises, relatives à l'organisation du gouvernement ou du parlement d'une communauté ou d'une région, non du droit de se doter d'une Constitution) des Parlements flamand, wallon et de la Communauté française.

⁴ « Deux partis, un même souci : l'unité ». *La Libre Belgique* du 25 août 2012.

du PS. Nous sommes la gauche ! », a-t-il revendiqué lors du congrès fondateur de son parti Mouvement de Gauche devant quelques centaines d'adhérents. Avec l'économiste Francis Bismans, Wesphael a énuméré les renoncements socialistes, à l'échelon européen comme au niveau belge – traité de Lisbonne, traité de discipline budgétaire, privatisations, révision du régime des prépensions et des allocations de chômage, etc. Et il a également tiré le portrait de son ancien parti vert. Lors de son lancement, le MG a notamment reçu le soutien de Syriza, la gauche radicale grecque dont Synaspismos, sa principale composante politique est membre du Parti de la gauche européenne où l'on retrouve des partis socialistes, communistes, comme le PCWB, PCF ou le PCE, et des partis « rouge-verts », comme l'espagnol Izquierda Unida, et du Parti de Gauche français. Le MG adoptera à l'automne sa charte fondatrice et son programme « anticapitaliste ».

Le MG ne se présentera pas aux communales, mais participera aux scrutins de 2014 (fédéral, régional, européen). Aucun appel à l'unité des formations de gauche radicale ou d'extrême gauche n'a été lancé, notamment à l'adresse du PTB. Le temps dira si cette nouvelle tentative de créer un nouveau parti délibérément ancré à gauche s'imposera, après tant de tentatives avortées. Mais il est clair qu'un espace politique est à occuper.

Le sens de la « règle d'or »

Et l'essai se justifie d'autant que l'Europe ultralibérale met les bouchées doubles. Le traité entériné le 30 janvier par 25 des 27 pays de l'UE, a pour objectif avoué d'imposer la « discipline budgétaire » dans la zone euro en introduisant la fameuse « règle d'or ». Ce traité avait suscité de vives réactions à gauche. En France, le candidat Hollande, durant la campagne présidentielle, s'était d'ailleurs engagé à renégocier ce traité « Merkel-Sarkozy ». En vain. Le PCF comme le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, alliés électoraux au sein du Front de gauche, demandent un référendum pour dénoncer un texte qui ferait « payer toutes les crises des marchés financiers par de l'austérité imposée aux salariés. » « Maastricht a été une première et grave erreur en sanctuarisant le pouvoir des marchés financiers. La ratification du pacte budgétaire serait une deuxième grave erreur qui se paierait chère très longtemps. » Pour la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, « mon intime conviction, c'est qu'on est en train de refaire des erreurs qu'on a commises par le passé. Je suis persuadée que la défaite de Lionel Jospin (en 2002, ndlr) tient pour une part à l'acceptation du traité d'Amsterdam » a-t-elle rajouté. Elle s'est trouvée minoritaire dans son propre parti.

Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche de Mélenchon, a jugé « inimaginable » de ne pas changer la constitution pour adopter ce traité de stabilité budgétaire : « Ce traité remet en question la souveraineté du parlement national sur le budget ». Concrètement, si ce traité est adopté, les comptes publics des États de la zone euro seront supervisés par les eurocrates et en cas de déficit, ils seront exposés à des amendes quasi-automatiques. Tel est bien le sens de la « règle d'or » qu'il s'agirait d'inscrire dans les Constitutions dans le plus grands mépris des élus. Près des trois quarts des Français (72%) déclarent souhaiter l'organisation d'un référendum alors que M. Hollande dit préférer la seule voie parlementaire.

L'Europe implose

Ainsi, l'Europe, répétons-le encore, part en quenouille. L'Allemagne de Merkel, la première économie de la zone euro craint la récession. Les carnets de commandes des entreprises se vident, les plans de licenciements et les fermetures d'entreprises se multiplient, faute de clients. Le pays fonce vers une croissance nulle.

En France, après neuf mois d'encéphalogramme plat, la situation est identique. Comme en Belgique, les dépenses de consommation des ménages ont reculé et reculeront encore. Plusieurs pays, tels l'Espagne et l'Italie après la Grèce, exsangue, s'enfoncent dans la récession. Un mortel effet domino qui appelle, au niveau social et européen, des politiques fiscales et budgétaires de relance, par des investissements publics créateurs d'emplois et de richesse sociale.